



## CHAPITRE 61

Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique

[Sanctionnée le 12 août 1967]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

## CHAPTER 61

An Act to again amend the Education Act

[Assented to 12th August 1967]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R., c.  
235, sec.  
IV, ab.

**1.** La Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est modifiée en abrogeant la section IV de la deuxième partie, comprenant les articles 33 à 42.

**1.** The Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) is amended by repealing Division IV of Part II, comprising sections 33 to 42.

R.S., c.  
235, Div.  
IV,  
repealed.

Id., a. 91,  
mod.

**2.** L'article 91 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la sixième ligne du deuxième alinéa, après le mot « sept », les mots « ou à neuf ».

**2.** Section 91 of the said act is amended by adding after the word "seven" in the seventh line of the second paragraph the words "or nine".

Id., s. 91,  
am.

Id., a.  
166, mod.

**3.** L'article 166 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le deuxième alinéa, les suivants:

**3.** Section 166 of the said act is amended by adding after the second paragraph the following:

Id., s.  
166, am.

Remplacement.

« Après que le nombre de commissaires a été porté de sept à neuf, l'un des deux nouveaux commissaires, désigné par le sort, doit être remplacé au cours de l'année où il n'y aurait autrement que deux commissaires à élire et le deuxième de ces deux nouveaux commissaires doit être remplacé au cours de l'autre année où il n'y aurait également que deux commissaires à élire.

"After the number of commissioners has been increased from seven to nine, one of the two new commissioners, determined by lot, shall be replaced during the year when there would otherwise be only two commissioners to elect and the second of such two new commissioners shall be replaced during the other year when there would also be only two commissioners to elect.

Replacement.

Idem.

Après que le nombre des commissaires a été porté de cinq à neuf, deux des quatre nouveaux commissaires, désignés par le sort, doivent être remplacés successivement au cours des années où il y aurait autrement deux commissaires à élire, et

After the number of commissioners has been increased from five to nine, two of the four new commissioners, determined by lot, shall be replaced successively during the years when there would otherwise be two commissioners to elect,

Idem.

les deux autres doivent être tous deux remplacés au cours de l'année où il n'y aurait qu'un commissaire à élire. »

and the two others shall both be replaced during the year when there would be only one commissioner to elect."

S.R., c.  
235, a.  
224, mod.

**4.** L'article 224 de ladite loi est modifié:

**4.** Section 224 of the said act is amended: R.S., c.  
235, s.  
224, am.

a) en remplaçant le paragraphe 3° par le suivant:

(a) by replacing paragraph 3 by the following:

Maisons d'école et terrains;

« 3° De choisir et d'acquérir les terrains nécessaires pour les emplacements de leurs écoles, de bâtir, réparer, entretenir leurs maisons d'école et leurs dépendances, d'acheter ou réparer le mobilier scolaire, de louer ou accepter gratuitement l'usage de maisons ou autres bâtiments ayant les conditions requises par les règlements en vigueur pour y tenir des écoles; »;

"(3) To select and acquire the land necessary for school sites; to build, repair and keep in order all school-houses and their dependencies; to purchase or repair school furniture; to lease or accept the gratuitous use of houses or other buildings, fulfilling the conditions required by the regulations in force for the purpose of keeping school therein;"

School sites and school-houses;

b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

(b) by replacing the last paragraph by the following:

Emprunt requis.

« Mais si elles nécessitent un emprunt, les acquisitions, locations, constructions ou réparations mentionnées dans les paragraphes 2° ou 3° du présent article ne peuvent être faites que si la corporation scolaire a obtenu au préalable l'autorisation du ministre et s'est conformée aux dispositions de la loi relative aux emprunts et a négocié les emprunts qu'elle a été autorisée à faire pour ces fins. »

"But if it necessitates a loan, no acquisition, leasing, construction or repair mentioned in paragraph 2 or 3 of this section may be carried out unless the school corporation has previously obtained the authorization of the Minister and has complied with the formalities of the law with respect to loans, and has negotiated the loan which it was authorized to make for such purposes."

Loan required.

S.R., c.  
235, a.  
228, remp.

**5.** L'article 228 de ladite loi est remplacé par le suivant:

**5.** Section 228 of the said act is replaced by the following: R.S., c.  
235, s.  
228, re-placed.

Autorisation d'aliéner.

« **228.** Aucune corporation scolaire ne peut hypothéquer, vendre, louer, échanger ni aliéner ses biens de quelque façon ni emprunter sur ses biens, sans en avoir obtenu l'autorisation du ministre si la valeur marchande de ces biens excède mille dollars ou, selon le cas, si la durée du bail est de plus d'un an ou si le loyer annuel est de plus de mille deux cents dollars.

"**228.** No school corporation shall, without the approval of the Minister, hypothecate, sell, lease, exchange or alienate in any manner the property belonging to it or borrow money thereon, if the market value of such property exceeds one thousand dollars or if the term of the lease exceeds one year or if the annual rent exceeds one thousand two hundred dollars, as the case may be. Approval of alienation.

Demande de soumissions.

Toute vente de propriété scolaire autorisée en vertu du présent article doit être faite à la suite d'une demande de soumissions faite au moyen d'un avis public, à moins que le ministre n'ait permis de faire cette vente de gré à gré, pour un prix déterminé, de telle manière et après tels avis que ledit ministre juge convenables. »

All sales of school property authorized by this section shall be made after a call for tenders made by a public notice, unless the Minister has permitted such sale to be made by private agreement for a fixed sum, in such manner and after such notices as he may deem proper."

Calling for tenders.

S.R., c.  
235, a.  
312, mod.

**6.** L'article 312 de ladite loi est modifié en ajoutant, dans la douzième ligne

**6.** Section 312 of the said act is amended by adding, after the word R.S., c.  
235, s.  
312, am.

du sous-paragraph *a* du paragraphe 1, après le mot « immeuble », les mots « dont la valeur marchande excède mille dollars ».

S.R., c. 235, a. 319, mod. **7.** L'article 319 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le deuxième alinéa, l'alinéa suivant:

Appel. « Le secrétaire-trésorier peut, s'il a été en fonction pendant au moins vingt-quatre mois consécutifs, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale de Québec qui décide en dernier ressort, après enquête. Cet appel doit être formé dans les huit jours de la décision de la commission scolaire. »

S.R., c. 235, a. 342, mod. **8.** L'article 342 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le troisième alinéa, l'alinéa suivant:

Fac-similé de signature. « Le ministre peut permettre qu'un fac-similé de la signature du président et du secrétaire-trésorier d'une commission scolaire régionale ou d'une commission scolaire soit gravé, lithographié ou imprimé sur les chèques d'une telle commission; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le chèque est contresigné par une personne autorisée par la commission dont il s'agit. »

S.R., c. 235, a. 488, remp. **9.** L'article 488 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Contributions. « **488.** La commission régionale établit les sommes que doivent lui payer, pour chaque année scolaire, les commissions scolaires qui en font partie, aux fins de défrayer le coût de ses dépenses, déduction faite des subventions accordées à ces fins. Ces dépenses nettes sont réparties entre chaque commission scolaire en proportion de la valeur totale des biens imposables par chacune d'elle. »

S.R., c. 235, a. 491, mod. **10.** L'article 491 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots « en immobilisations ».

Effet. **11.** Les articles 9 et 10 ont leur effet depuis le 1er juillet 1967.

“property” in the tenth line of paragraph *a* of subsection 1, the words “of a market value exceeding one thousand dollars.”.

R.S., c. 235, s. 319, am. **7.** Section 319 of the said act is amended by adding, after the second paragraph, the following:

Appeal. “The secretary-treasurer, if he has been in office for at least twenty-four consecutive months, may appeal from such decision to the Quebec Municipal Commission which shall decide finally, after inquiry. Such appeal must be taken within eight days of the decision of the school board.”

R.S., c. 235, s. 342, am. **8.** Section 342 of the said act is amended by adding, after the third paragraph, the following:

Facsimiles of signature. “The Minister may permit facsimiles of the signatures of the chairman and secretary-treasurer of a regional school board or of a school board to be engraved, lithographed or printed on the cheques of such board; in such case, the facsimile shall have the same validity as the signature itself if the cheque is countersigned by a person authorized by the board concerned.”

R.S., c. 235, s. 488, re-placed. **9.** Section 488 of the said act is replaced by the following:

Contributions. “**488.** The regional board shall determine the sums which must be paid to it, for each school year, by the school boards that are members thereof, for the purposes of paying the cost of such expenses, less the subsidies granted for such purposes. Such net expenses shall be apportioned among the school boards proportionately to the total value of the property taxable by each.”

R.S., c. 235, s. 491, am. **10.** Section 491 of the said act is amended by striking out the words “of capital” in the second line of the first paragraph.

Effect. **11.** Sections 9 and 10 shall have effect as from the 1st of July 1967.

Entrée en  
vigueur.

**12.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 1 qui entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**12.** This act shall come into force on the day of its sanction, except section 1 which shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. <sup>Coming into force.</sup>